

La convention des Nations-Unies pour la lutte contre la désertification

**La conférence Internationale de Beijing sur femmes et désertification
(Du 27 mai au 02 juin 2006)**

**FEMMES EN ACTION
POUR
LA CONSERVATION DES TERRES
ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE**

*Le marché Bio de Missira pour la rééducation du regard et du goût
des citoyens/consommateurs maliens et africains.*

Aminata D. TRAORE

LE MARCHE BIO DE MISSIRA POUR LA REEDUCATION DU REGARD ET DU GOUT DES CITOYENS/CONSOMMATEURS MALIENS ET AFRICAINS.

1. Des femmes maliennes en action

Les femmes qui paient un tribut particulièrement lourd à la dégradation de l'environnement peuvent contrer ce phénomène, de manière durable, en prenant une part active à la définition et la mise en œuvre des alternatives aux choix, politiques et pratiques qui l'engendrent.

La Quatrième Conférence de Beijing sur les Femmes (4-15 septembre 1995) a reconduit les objectifs qui avaient été définis, en 1985, à Nairobi (Kenya), dans le cadre de la revue de l'état des rapports « genre » qui a marqué la fin de décennie internationale des femmes (1975-1985).

Dix ans après la Conférence de Beijing, force est de constater que la conservation de l'environnement continue de souffrir de la faible participation des femmes à la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques qui sont appelées à contrer les phénomènes de dégradation de l'environnement. Ces politiques n'ont pas souvent appréhendé l'importance de la question du sens et du regard dans la protection de la biodiversité, des valeurs, des savoirs et des traditions des communautés affectées par la désertification.

A partir du moment où celles-ci ont perdu leurs repères et leur confiance en elles-mêmes, elles perdent le contrôle quant à l'initiative des réponses à promouvoir. Aussi, la plupart des projets de promotion du rôle des communautés et plus particulièrement des femmes dans la lutte contre la désertification ont-elles débouché sur des résultats éphémères. L'impact limité de la campagne de promotion des foyers améliorés qui battait son plein, tout le long de la décennie 80 et 90, doit être diagnostiqué à la lumière de ce constat.

A Bamako, au Mali, le Centre Amadou Hampâté BA et l'Association Yeelen sont à l'origine d'une initiative de transformation du cadre de vie des populations qui privilégie la question du regard des populations sur elles-mêmes. Elle s'intitule « **le soi, les voisins, le quartier** ».

Il s'agit d'un projet d'éducation environnementale avec la participation des femmes à tous les échelons : la conception, la mobilisation des fonds, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Il s'est

traduit par l'utilisation des matériaux locaux dans le pavage des rues, le curage des caniveaux, la plantation d'arbres, la création d'un espace vert ainsi qu'un espace de jeu pour les enfants et d'une maison des femmes. La Coopération Luxembourgeoise en est le principal bailleur de fonds avec une contribution de l'Ambassade du Canada, de la France et de l'Etat malien ainsi que de la Fondation France-Libertés et Slow Food.

L'un des enseignements majeurs du « **soi, les voisins, le quartier** » est l'impérieuse nécessité d'articuler la culture et l'économie dans les projets environnementaux. Les habitants du quartier de Missira se sont mobilisés parce qu'ils ne supportaient plus l'état de dégradation de l'environnement mais aussi parce que le projet leur a donné la possibilité de comprendre les enjeux des actions à entreprendre, de s'exprimer et de créer des emplois temporaires pour des centaines de jeunes gens et jeunes filles. Ceux-ci ont été impliqués dans les travaux (curage, pavage, arrosage...) qui, en même temps qu'elles cultivaient en eux la sensation de la responsabilité dans la gestion de leur environnement, éduquaient leur regard sur eux-mêmes et sur le quartier.

Le deuxième enseignement majeur de cette initiative est l'importance de la créativité en vue de sauvegarder les acquis matériels (infrastructures) et non matériels (la confiance des populations en elles-mêmes). L'enthousiasme et l'engagement peuvent, en effet, s'estomper lorsque tout s'arrête avec la fin des travaux. Face à ce risque, les initiateurs du projet ont décidé de promouvoir un nouveau marché.

2. Environnement et éco-citoyenneté

La prise en charge de son environnement et sa protection relèvent d'une citoyenneté qui se nourrit de valeurs et de repères ancrés dans les réalités locales. Le lien que, par le passé, l'imaginaire paysan entretenait dans nos sociétés agraires, entre la fertilité des terres et celle des femmes, explique l'importance du rôle de ces dernières dans l'agriculture traditionnelle. La tâche de semer ou de planter, par exemple, leur incomrait en tant que gestes féconds. Cette représentation sociale de leur rôle leur conférait un statut et faisait d'elles des détentrices de connaissances, quant à la qualité des sols, des semences et la biodiversité. Au plan culturel, des œuvres d'art rendent hommage à la femme africaine, en raison de l'importance de son rôle tant dans la reproduction biologique et sociale que dans la préservation des terres et l'abondance des récoltes.

La modernisation de l'agriculture a consisté à violer l'imaginaire paysan et à substituer de nouveaux repères aux anciens.

La logique productiviste et marchande qui a progressivement pris le dessus sur les logiques paysannes a provoqué de nombreuses ruptures dont la perte de sens quant aux gestes et aux fonctions des acteurs, en l'occurrence les femmes. Elle a concentré les pouvoirs et les ressources (terres, eaux d'irrigation, force de travail...) entre les mains des hommes et dévalorisé les savoirs, les savoir-faire ainsi que les pratiques qui constituaient la part des femmes dans les économies locales. Motivés par le gain, les hommes se sont investis dans les cultures de rente telles que le coton et l'arachide dans les zones semi-arides qui, en même temps qu'ils appauvrissent les sols, condamnent la plupart des femmes à dépendre du numéraire que les hommes tirent de l'exportation de leurs produits. Même si les engrais dont ces cultures de rente bénéficient profitent également aux vivriers, les paysannes africaines ont vu l'importance de leur rôle diminuer et se réduire parfois à celui de simple manœuvre agricole.

Les ruptures qui ont découlé en Afrique de cette évolution de l'agriculture peuvent être ainsi résumées :

- changement des fonctions de la production agricole qui vise davantage le marché au lieu de privilégier la satisfaction des besoins élémentaire des populations. Ce détournement a considérablement affecté la capacité de l'Afrique à se nourrir elle-même : malnutrition, pénurie africaine et bien des famines,
- la perte de sens, de connaissances et d'emplois, au fur et à mesure que la dépendance technologique et financière s'accroissait,
- la faible participation des populations et plus particulièrement les femmes à l'analyse du lien entre la détérioration de leurs conditions de vie et la perte de sens, de savoirs et d'opportunités,
- le manque d'intérêt des consommateurs pour les produits locaux souvent concurrencés par des biens importés qui leur reviennent moins cher parce que subventionnés par les nations riches et industrialisées,
- l'utilisation, souvent sans précaution, des produits chimiques engendre des troubles (allergies, troubles neurologiques et hormonaux, cancers...).

Les conséquences de cette destruction simultanée de l'agriculture paysanne et des sociétés agraires étaient clairement perceptibles, au moment de la Quatrième Conférence de Beijing, en 1995. Elles n'ont malheureusement pas donné lieu à une lecture suffisamment critique du modèle économique dominant.

L'ouverture totale et immédiate des économies du Sud au marché mondial et à la compétitivité faisait partie et demeurent au centre des conditionnalités du financement de l'agriculture et du développement en général. Les mises en garde et le plaidoyer de la société civile n'ont pas été entendus. Aussi, dix années après la Conférence de Beijing, nous assistons à une dégradation plus prononcée des écosystèmes et une marginalisation plus poussée des petits producteurs dont les femmes.

Face à cette évolution dramatique de l'agriculture paysanne, les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) sont en train d'être introduites, en Afrique, à l'insu des communautés, comme une réponse à la faim et à la pauvreté. Il s'agit en réalité d'aller plus loin dans l'aggravation de notre situation de dépendance technologique et alimentaire et la dépossession des paysans des semences qui restent l'une de leurs dernières richesses.

Les citoyens/consommateurs peuvent, à travers leurs choix et leurs actes, constituer un rempart contre cette arme de destruction massive.

3. L'indispensable ancrage culturel

La tendance des prix des matières agricoles à la baisse du fait des règles déloyales du commerce mondial et la dégradation de l'environnement ayant largement contribué à la paupérisation dont celle des femmes, il convenait d'explorer localement les mécanismes et les lieux de la réarticulation de l'environnement, de la culture et de l'économie, de manière à ancrer la protection de la biodiversité dans les valeurs des communautés locales.

Le modèle productiviste des pays riches dont les dégâts sont considérables au Nord au plan économique (pour les petits producteurs), au plan sanitaire et écologique, inonde les marchés africains de biens alimentaires subventionnés.

Les difficultés économiques et sociales des agriculteurs/trices commencent par la dévalorisation de ce qu'ils pensent, savent et savent faire par et pour eux-mêmes ainsi que pour le marché local, régional et international. L'agriculture, l'élevage, l'artisanat, l'environnement peuvent et doivent être tirés par des modes de consommation sains qui, sans exclure des apports nouveaux intègrent les savoirs et savoirs-faire locaux.

L'agriculture biologique qui fait sourire dans certains milieux constitue, pour une région comme l'Afrique, la réponse par excellence à

la dévastation de l'environnement et la paupérisation des populations, en l'occurrence les femmes.

Le marché bio de Missira est appelé à devenir un lieu où les populations, en particulier les femmes et les jeunes, en tant que principales cibles de la publicité mensongère, parviennent à réaliser que l'état de la nation dépend de ce qu'ils consomment (nourriture, habitat, habillement, mobilier), c'est-à-dire du regard qu'ils posent sur les biens produits localement.

4. Le marché local et la rééducation du regard et du goût

La plupart des opportunités économiques (maraîchage, artisanat, micro-crédit en tant que levier au petit commerce, transformation de produits locaux...) n'atteignent pas leur objectifs du fait de la concurrence des produits importés (tomates en boîte et autres conserves, friperies...) et du fait du manque de visibilité (publicité tapageuse par les médias) alors que les producteurs africains n'ont pas accès aux marchés des pays riches, les marchés locaux, aussi, tendent à leur échapper. La maîtrise et le contrôle du circuit deviennent, à partir de ce moment, un enjeu majeur.

Le choix du petit marché de Missira participe, de ce fait, à la démonstration du rôle du circuit court dans la maîtrise des enjeux et des rouages de la distribution des produits bio et l'artisanat de qualité, par les petit(e)s producteurs/trices. Il s'agit de l'une des infrastructures les plus anciennes de la capitale malienne. A l'origine, il offrait des produits du cru (fruits, légumes, volailles...) et de qualité aux consommateurs urbains qui venaient s'y approvisionner auprès des paysans et des paysannes des villages environnants. Il s'est considérablement dégradé et étioilé avec l'installation d'un autre marché plus grand, plus fourni en denrées importés, souvent subventionnés donc moins coûteuses. La plupart des vendeuses et vendeurs avaient progressivement abandonné le petit marché à l'exception de quelques dizaines de personnes, dont des femmes âgées et des personnes vulnérables. Elles travaillaient dans une grande insalubrité (poussière, boue, mouches...)

Le projet a permis de changer radicalement cette situation. Il s'est agi d'assainir le marché, de le reconstruire avec des matériaux locaux (terres et pierres), d'y installer des latrines VIP (Ventilated Improved Latrines) ainsi que l'éclairage solaire.

L'éducation et le recyclage devront permettre aux petits producteurs des environs de la capitale, aux vendeurs(euses), aux

consommateurs(trices), mais aussi aux décideurs et aux élus locaux de créer une vision largement concertée quant au rôle de la consommation locale dans la lutte contre la désertification, la paupérisation et le chômage qui pousse des milliers de jeunes à émigrer.

La gamme de produits locaux (la liste est loin d'être pas exhaustive) qui fera la spécialité du marché embelli et assaini se présente de la manière suivante :

- l'alimentation biologique (viande, poisson, volaille, légumes, fruits, céréales...),
- les matériaux locaux de construction (lavabo, carreaux, gouttières, tuiles),
- les sources alternatives d'énergies (éclairage, cuisson, séchage solaire),
- les plantes médicinales (les thérapies douces),
- les produits de beauté à base de plantes, d'argile...

Conclusion et perspective

Ce bref aperçu du marché bio de Missira qui est en cours de réalisation dans le cadre du projet « **le soi, les voisins, le quartier** » suscite beaucoup d'espoirs et autant de questions dont l'option pour le bio qui est faite d'exigences.

La communication et l'éducation à l'éco-citoyenneté permettra au marché d'acquérir progressivement le label bio auquel ses promotrices aspirent. Car « *l'agriculture biologique ne peut être considérée comme un système agricole durable que dans la mesure où ses principes fondamentaux sont appliqués à tous les maillons de la filière, depuis la sélection/gestion de la diversité jusqu'à la commercialisation. Il s'agit de produire, transformer et commercialiser en quantité suffisante des aliments sains dans des conditions écologiquement responsables et socialement justes privilégiant la proximité, mobilisant et respectant l'agro-biodiversité, les cycles naturels, les connaissances des paysans et les systèmes agraires traditionnels* »¹

Au-delà de ce défi que le projet se propose de relever, l'initiative écologique bute constamment contre le paradigme du tout-marché.

Les difficultés de réaliser les objectifs des grandes conférences internationales dont celle de Beijing relatifs à la participation des femmes à la lutte contre la désertification résultent, en effet, des incohérences et des rigidités de la communauté internationale. Elle voudrait concilier la

¹ La bio au cœur de l'écologie et des rapports humains. Dans Silence N°324 juin 2005.

logique du profit qui est celle des grandes entreprises avec la production des écosystèmes que celles-ci pillent et les intérêts des communautés locales, en l'occurrence les femmes qui sont dépossédées.

Aussi, la réhabilitation du rôle de ces dernières dans la protection de l'environnement sur des bases durables exige-t-elle un changement de paradigme. Il s'agira de :

- réactualiser, au vue de l'aggravation de l'état de dégradation de la Planète, le débat sur l'environnement et les exigences de la participation des communautés, en l'occurrence les femmes dans la lutte contre la désertification,
- évaluer l'impact et les limites des initiatives passées (programme des foyers améliorés, par exemple) en vue de cerner les causes des blocages à la diffusion des solutions maîtrisées.
- diffuser le plus largement possible les initiatives locales qui ont abouti et créer les conditions objectives de leur diffusion qui, souvent, butent au niveau international au dogmatisme des institutions et au niveau local, à la politique politicienne.
- plaider pour la relocalisation de la production des aliments et la consommation locale de produits de qualité.
- trouver, dans les meilleurs délais, des débouchés pour les produits bio en vue de garantir l'autonomie financière des femmes qu'exige la lutte contre la logique destructrice du tout-marché.
- revendiquer et consolider les formes anciennes de solidarité entre femmes, entre hommes et femmes, aînés et cadets et surtout ruraux et urbains.
- organiser des manifestations bio pour donner le maximum de visibilité aux produits concernés et d'écho aux expériences réussies.
- développer avec les acheteurs et les consommateurs d'autres régions du monde des échanges de produits, fondés sur les mêmes valeurs et les mêmes principes écologiques, éthiques et politiques.

« VARIABLES ET RETOMBÉES DU MARCHÉ BIO DE MISSIRA »

